

1°|2010

VOICE



2° C, c'est trop!

Le réchauffement climatique menace
en premier lieu les peuples autochtones

V
société pour
les peuples
menacés



Editorial

Une augmentation de la température de 2° C, c'est trop, ont souligné les représentant-e-s des peuples autochtones lors de la Conférence mondiale de Copenhague sur le climat. Ils s'opposent ainsi à la déclaration d'intention faiblement contraignante des délégations officielles qui se fixe pour objectif de limiter le réchauffement climatique à deux degrés au maximum. Ils rappellent que les peuples autochtones, qu'ils vivent en Arctique, dans les forêts vierges d'Afrique, d'Amazonie ou de Bornéo, sont bien souvent les premiers à subir les conséquences du changement climatique.

Pour les Nénètes en Sibérie par exemple, la glaciation tardive des eaux retarde la migration des rennes, qui sont obligés pendant des semaines de rester dans les prairies déjà broutées et souffrent du manque de nourriture. Le réchauffement climatique n'est toutefois pas l'unique danger: un projet de pipeline de pétrole menace les conditions de vie traditionnelles des peuples autochtones nomades, puisqu'une telle pipeline serait un obstacle difficilement franchissable pour les rennes (cf. p. 6).

Afin d'endiguer le changement climatique, de nombreux politicien-ne-s veulent réduire la production de CO₂ à l'aide du système d'échange de quotas d'émission (marché du carbone). Des projets similaires sont déjà menés, par exemple en Ouganda: le résultat se révèle désastreux puisque les autochtones et autres habitant-e-s des forêts se voient chassé-e-s de leur lieu de vie (cf. p. 7).

Seul le soutien de nos membres permet les activités variées de la SPM Suisse (cf. aussi p. 12 et suivantes). Le 18 juin 2010, la Société pour les peuples menacés (SPM) Suisse tient son assemblée annuelle des membres. Plus d'information sous: www.gfbv.ch.

Hans Stutz, collaborateur Communication

4

Peuples autochtones et changement climatique

Les peuples autochtones sont les premiers à ressentir le changement climatique. De plus, ils craignent que le marché du carbone retarde la protection effective du climat.

8

Entretien avec Larisa Abryutina

En tant que médecin tchouktche, elle rapporte les effets du changement climatique et de l'économie de marché sur les conditions de vie des autochtones sibériens.

14

4500 Hmongs renvoyé-e-s au Laos

Depuis des décennies, les Hmongs vivaient en tant que réfugié-e-s en Thaïlande. Entre Noël et le jour de l'An, le gouvernement thaïlandais a reconduit de force au Laos des milliers de Hmongs.

Table des matières

4	Peuples autochtones et changement climatique	10	Nouvelles brèves
6	Nénètses menacés par le changement climatique	12	Projets et campagnes de la SPM
7	Benets menacés par le commerce climatique	14	Actualité Des milliers de Hmongs expulsés
8	Interview avec Larisa Abryutina	15	Service livres, films, expositions

Editrice: Société pour les peuples menacés Suisse, Wiesenstrasse 77, CH-3014 Berne, tél. 031 311 90 08, fax 031 311 90 65, e-mail: info@gfbv.ch, Internet: www.gfbv.ch, Compte où verser les dons: PC 30-27759-7 **Rédaction:** responsable: Franziska Stocker, collaboration: Monika Jordan, Hans Stutz **Graphisme/Mise en page:** Clerici Partner AG, Zurich **Traduction:** weiss traductions, Zurich **Photo couverture:** Les autochtones Nivkhes manifestent contre la construction de pipelines sur l'île Sakhaline, juin 2005 (photo: Wolfgang Blümel) **Photo au verso:** habitant-e-s des forêts appauvri-e-s en République démocratique du Congo (RDC) (photo: Christoph Wiedmer) **Parution:** trimestrielle **Tirage:** 2800 exemplaires **Prix à l'unité:** CHF 5.- plus frais de port, Prix pour les annonces sur demande **Prochain numéro:** juin 2010, délai pour les annonces et la rédaction: 1^{er} mai 2010 **Copyright:** © 2010 Société pour les peuples menacés Suisse. La reproduction d'articles est autorisée avec référence de la source et remise d'un exemplaire à l'éditrice. **Impression:** gdz AG, Zurich, imprimé sur papier FSC **Certificat ZEWO:** La SPM est une institution d'utilité publique reconnue par le ZEWO. Il garantit l'utilisation à des fins déterminées et transparente des dons.



Sources Mixtes
Groupe de produits issu de
forêts bien gérées et d'autres
sources contrôlées

Cert no. IMO-COC-029349
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council

> Peuples autochtones et changement

Les peuples autochtones vivent souvent dans des régions particulièrement sensibles aux changements climatiques. Les organisations autochtones luttent contre le marché du carbone et pour une réduction radicale des émissions.

«2° C=génocide»: c'est avec ce slogan prononcé à Copenhague lors de la Conférence mondiale sur le climat (COP 15) que de nombreux représentant-e-s des peuples autochtones ont exprimé leur peur existentielle quant aux conséquences du changement climatique. Dans la discussion internationale, la limite des 2° C représente la valeur maximale acceptable pour un réchauffement climatique. Au cas où les températures moyennes venaient à dépasser au niveau mondial cette limite, les scientifiques prévoient des modifications irrémédiables. Cette valeur moyenne masque le fait que les modifications subies seront bien plus drastiques dans certaines régions.

Le changement climatique n'est pas forcément considéré comme un phénomène nouveau dans l'histoire. Beaucoup de découvertes archéologiques démontrent que des civilisations entières ont disparu en raison de fortes fluctuations des conditions climatiques et des modifications de l'écosystème qui en ont découlées. De ce fait, les êtres humains n'ont eu de cesse durant des millénaires de développer des stratégies afin de reconnaître à temps les modifications climatiques ou autres changements démesurés de l'écosystème et de s'y adapter. L'observation minutieuse des modifications de la faune et la flore ainsi que des phénomènes naturels fait donc partie intégrante de toutes les cultures traditionnelles qui vivent en relation étroite avec leur écosystème. Pour les communautés autochtones, les changements climatiques signifient toujours une perturbation de leur vie culturelle et communautaire.

Les diverses stratégies et observations qui ont permis aux peuples autochtones de survivre dans les différents écosystèmes ne leur sont plus vraiment utiles de nos jours. En effet, les milieux de vie se trouvent fortement atteints par l'exploitation

pour de nombreux pays, aussi en UE, d'incorporer du diesel bio mène-t-elle à la nécessité d'agrandir les surfaces destinées à la culture de plantes énergétiques telles que le palmier à huile, le ricin ou le jatropha. La pression sur les forêts tropicales s'en trouve fortement renforcée et conduit à l'expulsion des communautés indigènes hors de leur territoire traditionnel ainsi qu'à la destruction des bases mêmes de leur vie.

C'est le cas notamment dans les zones de forêt tropicale en Indonésie ou au Brésil. Mais d'autres énergies «propres» telles que les centrales hydroélectriques ou installations géothermiques peuvent aussi entraîner l'expulsion et la destruction des communautés indigènes. Dans la forêt tropicale brésilienne, le peuple des Kayapos s'oppose depuis de nombreuses années, avec les colons et les pêcheurs, à la construction de la grande centrale hydroélectrique de Belo Monte sur le fleuve Xingu. Le conflit a été porté à la connaissance du grand public déjà en 1989, alors que l'Indienne Taira Kayapo passait, sous les yeux des médias, sa machette sur le visage d'un fonctionnaire des autorités de l'énergie, afin d'exprimer sa colère. Le projet avait pu à l'époque être empêché, mais le gouvernement actuel de Lula da Silva l'a ressorti du placard. La centrale fait partie de la stratégie brésilienne pour se positionner en tant que force énergétique avec le pétrole, l'éthanol et l'énergie hydraulique.

Le carbone sauvegardé doit rapporter

Sur les images satellites d'Amazonie, les territoires autochtones se reconnaissent facilement, tout du moins ceux qui ont été démarqués et reconnus juridiquement. La plupart d'entre eux sont des espaces verts qui se distinguent de leurs environs saccagés. Ces terrains suscitent les convoitises d'une nouvelle clientèle composée d'organisations protectrices de l'environnement, d'entreprises et d'autorités publiques. Ces dernières possèdent des vues sur le carbone contenu dans la végétation. Il doit rapporter de l'argent, résultat des négociations climatiques internationales. REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation – réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation de la forêt) est le mot magique, également avec ses variantes telles REDD+ ou REDD++, dont l'objectif est la compensation du non-déboisement des surfaces. De nombreux acteurs proposent déjà aux communautés autochtones des contrats de coopération avec de hautes promesses de gains, bien que les instruments nécessaires soient encore en discussion. En raison des moyens employés, en partie très agressifs vis-à-vis des peuples autochtones, on les nomme aussi les «carbon cowboys». Au cours du «Indigenous

Les certificats d'émission ne protègent guère le climat

des ressources naturelles, la construction de routes et autres infrastructures, les projets énergétiques ainsi que la rurbanisation par l'agriculture et l'élevage, tant et si bien que les stratégies traditionnelles s'avèrent inutilisables.

Même les activités censées limiter les effets du changement climatique ne possèdent bien souvent pour les peuples autochtones que des conséquences dévastatrices. Ainsi l'obligation

climatique



Photo: Patricia Gualinga

L'harmonie trompe : les Quechuas en Équateur luttent contre l'empiètement d'une compagnie pétrolière sur leur zone d'habitat.

Day» tenu pendant la Conférence sur le climat de Copenhague, un représentant d'Indonésie a clairement démontré les divergences de point de vue sur cet instrument au sein même des familles autochtones. Tandis que les plus anciens estiment la protection de leurs forêts comme un devoir traditionnel, pour lequel ils n'exigent aucune rémunération, les plus jeunes espèrent y trouver travail et argent.

Des projets pilotes REDD sont déjà en cours dans le monde entier. Les expériences faites avec CDM (Clean Development Mechanism – mécanisme de développement propre), instrument similaire à REDD dans ses principales caractéristiques, montrent que les mécanismes fondés sur le marché bénéficient peu à la protection du climat mais offrent des échappatoires aux pays industrialisés qui veulent contourner des mesures impopulaires. Le risque avec REDD est qu'une protection efficace du climat soit retardée et que la destruction des forêts tropicales s'accélère.

Outre la résistance au niveau local, les peuples autochtones misent également sur une participation et une emprise sur les processus internationaux, afin d'exiger de façon renforcée le respect de leurs droits au niveau national. La Déclaration des droits des peuples autochtones, adoptée par l'ONU en 2007, a particulièrement joué en faveur de l'intégration accentuée des représentant-e-s autochtones dans les processus internationaux. En préparation de la Conférence sur le climat de Copenhague, l'organisation COICA, organisation partenaire de l'Alliance climatique en Amazonie, a organisé plusieurs ateliers régionaux

pour les représentant-e-s autochtones, afin d'informer et de déterminer les stratégies politiques à adopter.

Emissions: les autochtones réclament une réduction de 95 pour cent

L'Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones traite, depuis la conférence annuelle de 2008, le thème du changement climatique et ses conséquences sur les peuples autochtones. En avril 2009 à Anchorage, une conférence internationale des peuples autochtones a donné le jour à la « Déclaration d'Anchorage ». La résolution réclame une réduction des émissions des pays industrialisés de 45 pour cent jusqu'en 2020 et de 95 pour cent jusqu'en 2050. Elle revendique la reconnaissance du savoir et des pratiques autochtones comme part de solution au changement climatique. Elle exige que les pays industrialisés cessent d'appliquer leur « fausses solutions », telle que la promotion de biocarburants, de grands projets de barrages ainsi que des mécanismes fondés sur le marché dont le commerce du carbone et le CDM.

Les peuples autochtones et leurs revendications politiques ont gagné en notoriété au niveau international, surtout dans le cadre des discussions sur le changement climatique et sur les stratégies de solution afférentes. Manquent encore l'application conséquente et le respect des conditions-cadre légales existantes au niveau national et international.

Thomas Brose, secrétariat européen de l'Alliance climatique, Francfort-sur-le-Main

➤ Lorsque la glace ne peut plus porter les rennes

Les représentants des peuples autochtones de Russie n'étaient pas conviés au sommet mondial sur le climat, et pourtant leur mode de vie traditionnel subit de plein fouet le changement climatique. Sur les zones d'habitats des Nénètes, au nord de la Sibérie, de nouveaux projets d'exploitation du gaz naturel et du pétrole ont vu le jour.

Pour les représentants des peuples de Russie, de Sibérie, du Nord et d'Extrême-Orient, selon leur appellation officielle, le sommet mondial de Copenhague sur le climat en décembre 2009 avait déjà échoué avant que les représentant-e-s de nombreuses organisations non gouvernementales suivies par les chefs d'Etat et de gouvernement ne déplorent cette défaite. Aucun d'entre eux n'était invité, pas un mot de leurs revendications au cours des ateliers organisés.

Cela malgré les conséquences directes du changement climatique sur leur propre identité. Ils font en outre partie des rares qui prennent au sérieux le changement climatique en Russie. Le premier ministre Vladimir Poutine a laissé, quant à lui, entendre que quelques degrés de plus ne pourraient pas nuire à la Russie et qu'ils éviteraient ainsi de porter autant de fourrures.

Beaucoup de petits peuples en subissent pourtant directement les effets. Certains d'entre eux doivent faire face à l'exploitation sur leurs terres des ressources naturelles telles que le pétrole ou le gaz. C'est ce qui se passe sur la presqu'île de Yamal où vivent les Nénètes. Cette région occupe un rôle clé pour la Russie, selon les déclarations récentes du premier ministre Vladimir Poutine. D'importantes réserves de pétrole et de gaz y gisent et pourraient être acheminées notamment en Europe occidentale par le North Stream Pipeline. Le président du Conseil de surveillance du consortium chargé du pipeline n'est autre que l'ancien Chancelier fédéral, Gerhard Schröder, également ami de longue date du premier ministre russe. Afin d'attirer vers Yamal les investisseurs, leur argent et leur savoir-faire technique, Poutine promet aux managers des onze plus grandes entreprises énergétiques des allègements fiscaux massifs. Actuellement,

une ligne de chemin de fer ainsi que deux pipelines se construisent sur la presqu'île.

Sur les quelque 41 000 Nénètes, 10 000 vivent de l'élevage de rennes et sont semi-nomades. En été, ils parcourent avec leurs 300 000 rennes entre 500 et 1000 km vers le nord de l'île et ils passent l'hiver dans le sud. Ils sont, avec les Samis en Suède et en Finlande, les derniers éleveurs de rennes semi-nomades. Le pipeline coupe leur itinéraire de transhumance, de telle façon qu'ils sont obligés de renoncer à leur mode de vie. Le gouvernement russe a proposé aux Nénètes des logements dans la capitale de Yamal, Salekhard. Une telle offre va totalement à l'encontre des souhaits et des besoins des Nénètes. Ils exigent une «surveillance écologique» indépendante sur les chantiers ainsi que leur participation aux discussions et aux processus de décision. Ces revendications ne sont satisfaites ni de la part des politiques ni de la part des transnationales.

Chemin de fer et pipeline endommagent la toundra

Les Nénètes de Yamal se plaignent des conséquences néfastes de la construction d'une ligne de chemin de fer et du changement climatique croissant. Selon eux, la découverte du gaz sous la toundra constitue une réelle catastrophe et ils craignent que la construction du pipeline et de la ligne de chemin de fer abîme la toundra. Les travaux de construction pour le train ont déjà dévasté des zones importantes de toundra, rennes et cerfs périclitent, rapportent les porte-parole des Nénètes. Les déchets sont laissés à même les chantiers immenses, les lourds engins détruisent la toundra également en dehors des chantiers.

Les Nénètes souffrent déjà aujourd'hui des conséquences du réchauffement cli-

matique. Alors qu'ils traversaient traditionnellement en novembre le fleuve gelé Ob vers le sud, afin d'y installer leur camp d'hiver, l'année dernière la glace n'était assez épaisse que fin décembre pour pouvoir y passer. Les rennes n'ont donc pas eu assez de nourriture entre novembre et décembre et ont dû jeûner. Au printemps, la neige a fondu plus vite, tant et si bien que les rennes peinaient à tirer les traîneaux. De façon générale, les prévisions météorologiques sont devenues plus dures à établir, ce qui complique encore la situation des Nénètes. Les groupes et familles tentent tout de même de conserver leur mode de vie traditionnel. Le renne reste au centre de leur vie et de leur culture. Certains vont même jusqu'à reprendre le mode de vie traditionnel bien qu'ils en connaissent les difficultés.

Sarah Reinke, SPM Allemagne



Photo: Wolfgang Blümel

Vie nomade en tente sous le climat arctique.

➤ Le commerce climatique au détriment des plus faibles

Une fondation néerlandaise a exploité le commerce du carbone avec un projet de reboisement en Ouganda. Les gardes forestiers ougandais ont ainsi chassé hors de leur milieu de vie les habitant-e-s de la forêt.

Le Mont Elgon, un volcan inactif entouré de terres fertiles, appartient aux plus hautes montagnes d'Afrique, à la frontière entre le Kenya et l'Ouganda. Du côté de l'Ouganda, une réserve naturelle attire de nombreux touristes notamment européens. Depuis 1995, la fondation néerlandaise FACE, appelée depuis peu «Face the Future», conduit dans cette région un projet de reforestation dans le cadre du commerce du carbone. En collaboration avec les autorités ougandaises d'exploitation forestière (UWA), elle organise le reboisement du parc national. C'est dans les années 1990 que la fondation FACE a vu le jour, créée par une société néerlandaise d'électricité afin de compenser les émissions d'une nouvelle centrale électrique au charbon. Depuis 2000, la fondation est une entité juridique indépendante. Elle mène aujourd'hui des programmes en Equateur, en Malaisie et en Ouganda.

Les conflits d'exploitation des terres dans les environs du Mont Elgon ont commencé bien avant les débuts du commerce du carbone. Les Benets, également appelés Ndorobo, vivent dans les forêts du Mont Elgon depuis des générations. Ils vivent avant tout de chasse et de cueillette. Déjà en 1983, le peuple des Benets fut menacé d'être expulsé de la région. En 1993, le gouvernement ougandais décida de créer dans la région un Parc National, sans prendre le soin de consulter au préalable les habitant-e-s de la forêt. C'est ainsi que les gardes forestiers chassèrent de nombreux habitant-e-s de la forêt. Peu de temps après le programme de reboisement de FACE débuta. Durant les années suivantes, les autorités continuèrent les expulsions; notamment en février 2008, lorsque, selon le porte-parole des Benets, les gardes forestiers et soldats chassèrent quelque 4000 per-



Photo: Chris Lang

Les champs derrière les huttes appartiennent déjà au parc national. Les habitant-e-s du village ne sont même pas autorisés à y cultiver.

sonnes des forêts en saccageant leurs maisons et leurs champs. Aujourd'hui, beaucoup vivent comme des exilés, notamment à Kisitu, une petite ville située à 30 km de leur habitat. Environ 1000 individus souffrent de privations dans des habitats provisoires, loin de toute école, en marge de tout avenir économique.

La fondation ne conteste pas les expulsions

Déjà en 2007, la Fondation FACE ne niait pas les expulsions mais démentait tout lien de ces actions avec le programme de reboisement. Un secrétaire d'Etat ougandais minimisa même les mesures forcées en les qualifiant d'interventions isolées et de comportement non approprié de quelques fonctionnaires. La fondation tout comme les représentants du gouvernement invoquèrent la création de postes de travail. Les porte-parole des Benets dénoncent au contraire le fait que ces boulots sont rares et mal rémunérés. Ils reprochent également aux responsables du projet d'avoir planté des essences qui jusqu'à présent ne poussaient pas dans la région.

En Ouganda, les droits des peuples autochtones sont loin d'être protégés,

même si l'Etat a ratifié la résolution de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. Les membres du gouvernement ougandais prétendent que cela n'est pas non plus nécessaire puisque tou-te-s les citoyen-ne-s, ou presque, appartiennent à un peuple indigène. Effectivement, la Constitution ougandaise mentionne 50 peuples autochtones. Mais il est évident que quelques petits peuples autochtones dépendent particulièrement de la forêt, dont notamment les Benets.

Le commerce de l'indulgence sur le dos des plus faibles

L'expulsion des Benets, et des autres habitant-e-s de la forêt, hors de leur milieu de vie prouve de façon symptomatique les problèmes engendrés par le commerce du carbone. Les entreprises des nations industrialisées ne réduisent pas leurs émissions de carbone, mais s'offrent une indulgence écologique dans les pays les plus pauvres. Dans ces pays du sud, les intérêts des plus pauvres, et donc de nombreux autochtones, risquent particulièrement de ne pas être pris en compte; d'autant qu'ils ne sont même pas intégrés dans les processus de décision.

Hans Stutz

➤ Entretien avec Larisa Abryutina

Larisa Abryutina considère les résultats de la Conférence sur le climat comme insignifiants et témoigne de la vie des Tchouktches aujourd'hui dans le nord-est de la Russie. L'introduction de l'économie de marché a accéléré la cessation des activités traditionnelles autochtones.

Larisa Abryutina, en tant que membre d'une délégation de représentant-e-s de peuples autochtones, vous avez participé à la Conférence mondiale sur le climat de Copenhague. Quels étaient alors vos attentes et espoirs au cours de cette Conférence ?

Bien sûr, j'espérais que les décisions prises lors de la Conférence déboucheraient sur un nouveau départ avec la résolution des problèmes qui sont la cause du changement climatique et qui continueront à le détériorer.

Qu'avez-vous vécu lors de la Conférence sur le climat ?

On ne peut pas dire que les résultats de cette Conférence soient particulièrement encourageants pour les peuples autochtones, ni d'ailleurs pour les autres peuples du monde entier. Il est tout de même important que la discussion ait eu lieu et que les dirigeant-e-s des peuples autochtones, eux aussi, aient eu l'opportunité d'exprimer leurs avis et idées sur les thèmes abordés.

Les petites communautés telles que les peuples autochtones du Nord ont-elles le pouvoir d'influencer le changement climatique ?

Aucun peuple n'est en mesure de faire marche arrière sur le changement climatique, à partir du moment où il agit seul ou isolé. Ce processus ne pourra être stoppé qu'ensemble, s'il en est encore temps.

Le changement climatique ne peut être stoppé qu'ensemble

Que souhaite entreprendre l'Organisation des peuples autochtones de Sibérie, de l'Extrême-Orient et du Nord (RAIPON) afin d'influencer la politique environnementale russe ?

Je pense que notre organisation devrait rassembler, avec tous les moyens à disposition, tous les faits concernant le changement climatique et ses conséquences. Elle devrait évaluer cette documentation avec les scientifiques et informer ensuite le gouvernement russe des résultats obtenus. Elle devrait en outre proposer des mesures efficaces et si nécessaire aussi s'engager

dans l'application de ces mesures. Une partie importante de notre travail consiste en l'information et la sensibilisation de la population autochtone du Nord sur les dangers évidents dans leurs zones d'habitation, mais également sur les possibilités de s'en protéger.

En quoi le changement climatique influence-t-il aujourd'hui la vie des Tchouktches ? A quoi peut-on reconnaître les effets du changement climatique sur la péninsule tchouktche ?

Je ne mentionnerai ici aucune statistique étant donné que je ne possède pas de données fiables. Mais après les divers entretiens menés avec la population locale, il m'est possible de tirer quelques conclusions. Il y a moins de banquise flottante et de glace de mer et cette dernière est devenue plus fine. Les ours polaires sont donc contraints de modifier leur itinéraire. Cette évolution rend également plus difficile la chasse au phoque. La fonte du pergélisol a déjà accéléré, mais elle est en partie due à l'utilisation des véhicules à chenilles. La toundra est ainsi devenue marécageuse et difficile à traverser. Les températures plus élevées ont également permis l'apparition de nouvelles espèces en faune et en flore, qui s'avèrent atypiques pour la région et la saison. En outre, les tempêtes de neige et les brusques changements de température deviennent de plus en plus fréquents. Cela mène à la formation plus courante de verglas, compliquant le pâturage, le vêlage et la transhumance des rennes.

Une chose me paraît également importante : les Tchouktches ne sont pas le seul peuple autochtone vivant sur la péninsule tchouktche. C'est aussi le territoire des Esquimaux, des Evènes, des Tchouvantses, des Youkaguïres et de quelques individus issus des Kereks. Une grande partie de ces peuples ne vit plus de façon traditionnelle mais dans les villes et villages de la péninsule. Il est évident aussi que les changements climatiques et environnementaux se ressentent de différentes façons, selon que les individus vivent en ville, dans les villages ou dans la toundra.

Dans quelle mesure vivent encore les Tchouktches de façon traditionnelle ?

Les Tchouktches commencèrent déjà à modifier leur mode de vie traditionnel en période soviétique. Mais ces modifications ne visaient pas la fin des activités économiques traditionnelles. Au contraire, l'État encourageait ces activités. L'élevage des rennes était très répandu dans la quasi-totalité de la péninsule

Suite à la page 10



Larisa Abryutina, médecin,
elle s'engage pour les peuples autochtones du Nord.



Photo: Mikhail Abryutin

La plupart des Tchouktches vit aujourd'hui dans les villes et villages.

Larisa Abryutina

Larisa Abryutina est médecin et appartient au peuple des Tchouktches. Elle travaille depuis de nombreuses années dans l'organisation des peuples autochtones de la Fédération russe RAIPON, dans laquelle 40 petits peuples de Sibérie, d'Extrême-Orient et du Nord se sont rassemblés. RAIPON effectue un travail de lobby dans la Douma russe, possède un statut de conseiller au Conseil de l'Arctique et à l'ONU. Larisa Abryutina se charge en particulier des problèmes de prévention en matière de santé et critique surtout le manque de médecine préventive et de médecine spécialisée dans la toundra, ce qui empêche l'obtention de soins médicaux appropriés pour la population rurale et les autochtones. La résurrection des traditions arctiques fait espérer une influence positive sur l'écologie, l'économie et la sécurité sociale. Ces dernières années, Abryutina s'est également investie dans divers organismes internationaux.

La région tchouktche

La région de la péninsule tchouktche se trouve à l'extrême nord-est de la Russie. Elle est séparée de l'Alaska par le Détroit de Béring. Elle est très peu peuplée, se trouve presque entièrement au nord de la limite de la flore arborescente et est principalement recouverte par la toundra. Sous l'ère soviétique, beaucoup de gens issus des différentes républiques russe se sont installés dans la région. A cette époque, quelques grandes localités se sont développées ainsi que les trois villes Anadry (11 000 habitants), Bilibino (5 700 hab.) ou Pewek (4 500 hab.). Puis, à la fin du régime soviétique, la péninsule a été à nouveau désertée, ceci notamment en raison de la fermeture de plusieurs de ses mines d'or. Mais les habitants autochtones sont toujours en minorité. Le plus grand peuple de la région est le peuple tchouktche avec quelque 23 000 individus (23,5%), au côté desquels vivent les Esquimaux, les Evènes, les Tchouvantses et les Youkaguïres.



Peu de Tchouktches vivent encore de l'élevage des rennes.

Suite de la page 8

tchouktche. En quelques années, le nombre des rennes passa de 400 000 à 600 000. Sur les territoires côtiers, l'Etat subventionnait le maintien de la pêche et de la fourrure. Les peuples autochtones travaillaient ainsi toute l'année et les problèmes sociaux s'en trouvaient résolus. Dans le même temps, de nombreux Tchouktches ont obtenu des diplômes d'écoles professionnelles et de hautes écoles. Ils étaient essentiellement actifs dans divers secteurs de l'agriculture. L'introduction de l'économie de marché a causé l'effondrement ou l'amoindrissement de beaucoup de secteurs traditionnels de l'agriculture. C'est ainsi que le cheptel de rennes a chuté au nombre de 100 000. L'élevage des animaux à fourrure et les entreprises de traitement du cuir et de la fourrure ont dû fermer leurs portes. Pendant des années, plus personne n'a pratiqué la pêche à la baleine. Aujourd'hui, la situation s'est quelque peu améliorée. Toutefois, selon mes prudentes estimations, à peine 10 pour cent de la population autochtone adulte travaillent encore dans les domaines jadis traditionnels. Et il est peu vraisemblable que ce chiffre augmente à l'avenir.

Comment les Tchouktches qui migrent avec les rennes peuvent-ils encore survivre ?

Beaucoup d'autochtones possèdent un travail et reçoivent un salaire suffisant. La situation s'avère par contre précaire pour les individus restés sans travail, particulièrement dans la toundra, particulièrement pour les anciens éleveurs de rennes ou pêcheurs et chasseurs.

Interview: Hans Stutz

➤ Minorités et peuples



Nouvelles brèves

Sud-Soudan: accord de paix menacé par une escalade de la violence

Le 9 janvier 2005, le gouvernement soudanais et l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA/APLS) ont signé un accord de paix détaillé. Outre la démocratisation du Nord-Soudan, il prévoit l'autonomie du Sud-Soudan et une votation populaire sur l'avenir du Sud-Soudan en janvier 2011. Mais au vu de l'escalade de la violence, la tenue de la votation populaire et des élections parlementaires prévues en avril 2010 au Soudan paraît de plus en plus incertaine. Les conflits entre groupes ethniques et les combats dans la région frontalière entre le nord et le sud du Soudan ont fait 2500 victimes jusqu'à présent. Plus de 50 000 personnes ont dû fuir les affrontements. De nombreuses autres dispositions de l'accord de paix n'ont pas encore été mises en application.

Source: www.gfbv.de

Irak: exécution d'«Ali le chimique»

Le 25 janvier 2010, l'ancien gouverneur irakien Ali Hassan al-Majid a été exécuté à Bagdad. Peu avant, le tristement célèbre cousin de Saddam Hussein, surnom-



autochtones de par le monde



1. Rom, Bulgarie (Photo: Klaus Ipold)
2. Konyak, Birmanie (Photo: Roy ter Maat)
3. Khimngan, Inde (Photo: Famke Veenstra)
4. Himba, Namibie (Photo: Rita Willaert)

mé «Ali le chimique», a été condamné à mort pour l'attaque chimique sur Halabja, ville du nord de l'Irak, le 16 mars 1988. Sur les 5000 personnes qui ont péri, trois quarts étaient des femmes et des enfants. Ce fut la plus meurtrière attaque au gaz jamais perpétrée contre la population civile. L'opération «Anfal» du régime de Saddam Hussein a consisté en une offensive militaire d'une cruauté indescriptible, principalement contre la minorité kurde au nord de l'Irak, qui s'est déroulée entre mars 1987 et septembre 1988. Selon les estimations actuelles, la campagne d'anéantissement a coûté la vie à 182 000 personnes.

Source: GfbV, NZZ



Photo: GfbV

du mouvement religieux Falun Gong interdit depuis 1999 par le gouvernement chinois, ce chrétien pratiquant s'est vu lui-même opprimé de plus en plus souvent par les autorités.

Source: www.gfbv.de

Bosnie-Herzégovine: changement du droit d'éligibilité grâce à la Cour européenne des droits de l'homme

L'arrêt de décembre 2009 de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg représente un jugement de principe pour les Juifs et les Roms bosniaques. Leur exclusion des élections parlementaires et présidentielles, ancrée dans la constitution bosniaque a été jugée discriminatoire. Le droit d'éligibilité doit être amendé à présent.

En 1995, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont, par les accords de Dayton, scindé la Bosnie-Herzégovine en deux états-membres quasi autonomes, la «Fédération de Bosnie et Herzégovine» et la «Republika Srpska». C'est ainsi qu'après trois ans et demi, la guerre en Bosnie a pris fin avec plus de deux millions de réfugiés et déplacés. Le partage a également eu pour conséquence

que les membres des petites minorités juives et roms ne peuvent plus être candidats au parlement fédéral ou à la présidence de l'Etat. Les non-Serbes qui sont retournés dans la Republika Srpska n'avaient pas le droit d'élire leurs propres candidats jusqu'à présent tandis que l'état bosniaque refusait ce droit à la population serbe.

Source: www.gfbv.de, www.minorityrights.org

Bangladesh: aucune protection pour les réfugiés des minorités musulmanes

Depuis 1992, des dizaines de milliers de ressortissant-e-s de la minorité musulmane des Rohingya ont fui leur patrie, la Birmanie, vers le Bangladesh voisin. Selon des indications officielles, 200 000 d'entre eux séjournent illégalement dans le pays, et seuls 28 000 dans trois camps de réfugiés. Ils fuient la persécution religieuse et le déni de tout droit civil. En Birmanie, ils sont empêchés de pratiquer leur foi, n'obtiennent pas de passeport, ne peuvent ni se marier ni se déplacer et se voient contraints à des travaux forcés, dépouillés et soumis aux actes de violence des forces de sécurité. A présent, des réfugiés sont à nouveau menacés de renvoi du Bangladesh. Systématiquement, ils sont remis directement aux autorités birmanes par les soldats de la frontière ou alors raccompagnés depuis les camps vers la Birmanie, où leur vie est menacée. En ce moment, les soldats birmans posent un barbelé le long de 320 km de frontière pour empêcher la fuite d'autres Rohingya.

Source: www.gfbv.de

Chine: incertitude sur le sort de l'avocat des droits de l'Homme

Depuis janvier 2006, Gao Zhisheng, militant en faveur des droits de l'Homme, a été détenu et torturé de nombreuses fois. Une année après son enlèvement en février 2009, on n'a toujours pas retrouvé la trace de l'avocat âgé aujourd'hui de 45 ans. Celui-ci s'était engagé à plusieurs reprises pour des représentant-e-s des droits de l'Homme ainsi que pour des victimes du régime despotique chinois jusqu'en 2005, date du retrait de sa licence et de la fermeture de son étude pendant un an. Quatre années auparavant, il avait été élevé par le ministère de la justice chinois au rang de l'un des dix meilleurs avocats du pays. En raison de son retrait du parti communiste et de son engagement pour la liberté de religion et contre la poursuite

Photo: Dzhafer Buzolfi



Kosovo/Roms : malgré les plans et autres promesses du gouvernement kosovar et des organisations internationales, les camps de Roms, contaminés au plomb, dans le nord de Mitrovica n'ont toujours pas été évacués. Néanmoins, le collaborateur SPM sur place est entre-temps parvenu à intégrer les Roms dans les négociations et à maintenir la pression sur les autorités. Au plan national, la SPM Suisse est également sollicitée: la Suisse a conclu en février une convention avec le Kosovo qui doit permettre le renvoi sous contrainte de réfugiés roms du Kosovo. Toutefois, aussi longtemps que la situation sera à ce point catastrophique pour les minorités roms au Kosovo, cela paraît inacceptable eu égard aux droits de l'Homme. La SPM Suisse suit de près le développement de ce dossier et documentera le destin des Roms rapatriés par la Suisse; elle déposera des protestations le cas échéant.

Photo: Christoph Wiedmer



Congo : la SPM conseille à l'heure actuelle différentes organisations non gouvernementales locales pour l'élaboration de projets qui doivent promouvoir un droit de codécision des peuples autochtones des forêts du bassin du Congo en cas d'exploitation industrielle du bois tropical. En outre, elle participa à des discussions avec le gouvernement de la République démocratique du Congo pour élaborer des directives à ce sujet. La SPM s'attache en particulier à la certification FSC (Forest Stewardship Council) dans cette région. Si un droit de codécision des peuples autochtones pouvait s'établir à un niveau élevé au sein de ce système de certification forestière, il s'agirait là d'une percée décisive de leurs droits sur l'exploitation des forêts tropicales.

Photo: Manuela Wilhelm



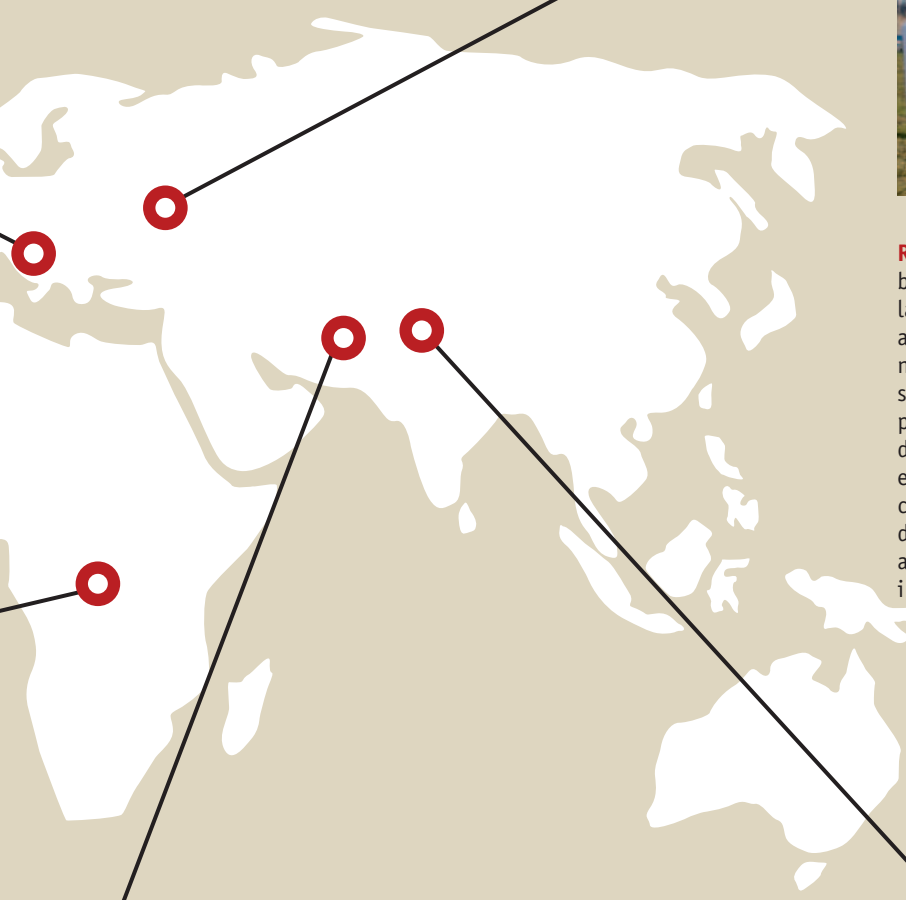


Photo: Markus Hubacher

Russie/Tchétchénie : le parlement russe est le dernier membre du Conseil de l'Europe à avoir ratifié le protocole 14 à la Convention européenne des droits de l'homme satisfaisant ainsi à une importante requête de la SPM. La Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg est constamment submergée de travail, également en raison des nombreuses plaintes provenant de Russie, notamment des républiques du nord du Caucase. Le protocole 14 qui peut à présent entrer en vigueur, permettra à la Cour de travailler plus efficacement. La SPM critique néanmoins le fait que la Russie ne donne aucune suite aux jugements de la CEDH et que les auteurs de graves violations des droits de l'Homme restent impunis.



Afghanistan : la violence domestique est un problème largement répandu en Afghanistan, avec des conséquences désastreuses. L'organisation afghane CSHRN (Civil Society and Human Rights Network) a lancé en partenariat avec la SPM un projet pilote d'une année dans la ville d'Herat dans l'ouest de l'Afghanistan. Il s'agit d'organiser des formations sur les causes de la violence domestique et des débats publics avec des personnalités clés (membres des autorités, enseignant-e-s, ecclésiastiques islamiques et policiers) ainsi que d'élaborer des recommandations pour les gouvernements régionaux.



Photo: Walt Jabasco

Chine/Ouïgours/Guantánamo : début février, le Conseil fédéral et le canton du Jura ont décidé d'accueillir en Suisse deux Ouïgours détenus à Guantánamo. La SPM s'était engagée depuis longtemps pour que les deux frères ouïgours soient accueillis pour des motifs humanitaires. Innocents, ils sont restés détenus près de huit ans dans le camp de prisonniers de Guantánamo. Ils ne pouvaient retourner en Chine où ils étaient menacés de torture, voire de la peine capitale.

➤ 4500 Hmongs de Thaïlande expulsés vers le Laos

Des scènes dramatiques se sont déroulées entre Noël et Nouvel-An 2009 dans les camps de réfugiés thaïlandais à Huay Nam Khao. Les gouvernements occidentaux et des organisations des droits de l'Homme ont tenté un ultime bras de fer avec le Laos et la Thaïlande au sujet de l'avenir de milliers de réfugiés Hmongs laotiens.

Au petit matin du 28 décembre 2009, quelque 5000 fonctionnaires et soldats thaïlandais ont commencé à évacuer le camp de réfugiés de Huay Nam Khao au nord-ouest de la Thaïlande. Plus de 4500 Hmongs – hommes, femmes et enfants – ont été emmené-e-s dans des camions et des bus qui ont franchi la frontière en direction du Laos. Cette opération militaire a duré 24 heures. Mao Kao Thao de St-Paul (Minnesota, Etats-Unis) a réussi à contacter son frère par téléphone au camp de Huay Nam Khao peu avant le début de l'opération. «Il pleurait tellement à l'idée d'être contraint de retourner au Laos», affirma Thao, 58 ans, qui a combattu les communistes aux côtés des Américains durant la guerre du Vietnam, comme de nombreux membres de l'ethnie Hmongs. «Il craint avant tout d'être torturé ou assassiné en rentrant au Laos.» La Thaïlande n'a autorisé ni les médias ni les collaborateurs du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés ou d'organisations humanitaires à accompagner les déporté-e-s. Le Laos a donné l'assurance qu'en dépit de toutes les craintes, les Hmongs ne seraient pas torturé-e-s. La république populaire a toutefois perdu sa crédibilité. Des Hmongs déportés au Laos, y compris de jeunes adolescentes, ont déjà souvent fait mention d'emprisonnements arbitraires, d'humiliations et de mauvais traitements.

A huis-clos

La majorité des réfugié-e-s sont probablement arrivé-e-s entre-temps dans des «villages modèles». Il y a toutefois également des témoignages non confirmés selon lesquels une vingtaine de Hmongs auraient été séparé-e-s au cours du trajet vers le Laos et incarcéré-e-s dans des prisons séparées. Il n'a pas été



Photo: Ann Christine Peters

Plusieurs milliers de Hmongs de Thaïlande ont été expulsés vers le Laos en été 2008 également.

possible de vérifier officiellement à ce jour le nombre précis de Hmongs forcé-e-s de quitter le camp en Thaïlande et le nombre de ceux et celles qui sont arrivé-e-s au Laos. L'ONU et des organisations de défense des droits de l'Homme telles que la Société pour les peuples menacés (SPM) ont exigé du Laos et de la Thaïlande des listes complètes ainsi que des informations détaillées sur la procédure d'expulsion et sur les lieux où se trouvent actuellement toutes les personnes concernées. L'accès illimité aux Hmongs doit être garanti à leurs collaborateurs, afin qu'ils puissent se faire une idée précise de la situation.

Les Hmongs de la jungle, qui représentent un nombre important des déporté-e-s, sont tout particulièrement en danger. Ils ont été persécutés au Laos jusqu'à aujourd'hui. Ils ont été eux-mêmes ou leurs parents recrutés par les services secrets américains (CIA) lors de la guerre du Vietnam. Après la victoire des communistes du Pathet Lao en 1975, encore au pouvoir aujourd'hui, et par crainte de vengeance, des centaines de milliers de Hmongs ont fui aux Etats-Unis, en Thaï-

lande ou se sont caché-e-s dans la jungle. Quelques milliers d'entre eux s'y trouvent toujours aujourd'hui et fuient en permanence les militaires qui tentent de les repérer par le biais de moyens terrestres et aériens. Les principales victimes sont les enfants et les femmes qui ne peuvent pas courir très vite. Des photos et des vidéos sorties clandestinement du pays montrent des images de cadavres mutilés. La traque se poursuit, encore et toujours. C'est la raison pour laquelle le flux de réfugié-e-s Hmongs vers la Thaïlande était encore ininterrompu jusqu'en décembre 2009.

Pression nécessaire sur le Laos

Il est probablement trop tard pour un transfert dans des pays tiers. La seule possibilité consiste à exiger la sécurité des Hmongs et une surveillance internationale. C'est pourquoi il est nécessaire de faire pression sur le Laos. Car Chu Pheng Lee du Minnesota, qui a déjà pu parler au téléphone avec quelques déporté-e-s, sait que de très nombreux Hmongs craignent désormais pour leur vie au Laos.

Katja Wolff et Rebecca Sommer

➤ Service

Après deux guerres, le gouvernement russe a installé en Tchétchénie un régime de complaisance. Jonathan Littell décrit en détail dans son nouveau livre «Tchétchénie, An III» une république que les droits de l'Homme préoccupent bien moins que l'argent.

L'écrivain Jonathan Littell, connu pour son bestseller international «Les Bienveillantes» a voyagé plusieurs fois en Tchétchénie, en hiver 2001 notamment. Il y travaillait alors au service d'une organisation humanitaire. Chaque déplacement devait être autorisé par une autorité administrative et son organisation faisait partie des rares qui n'acceptaient pas de surveillance armée. Au printemps 2009, il se rend à nouveau en République tchétchène du Nord-Caucase. Après avoir obtenu facilement un visa et une autorisation, il souhaite y interviewer le président tchétchène, Ramsan Kadyrov, mais finalement l'entretien est annulé.

Lors de son séjour, Littell vit dans une sorte de calme normalité. Une fois le pays quitté, Littell souhaite, comme il le retrace dans son livre «Tchétchénie, an III», effectuer un reportage dans lequel l'accent «serait mis sur la normalisation, sur une Tchétchénie qui malgré de grands problèmes se porte mieux qu'avant». Une Tchétchénie dans laquelle la capitale, Grozny, est rapidement remise sur pied. Mais c'est alors que fin juillet/début août 2009, deux militantes des droits de l'Homme, Natalja Estemirova et Sarema Sadulajewa, sont assassinées, sans doute par des hommes au service de l'appareil répressif du président.

Militant-e-s des droits de l'Homme en danger

Littell nuance alors son bilan. Bien que la deuxième guerre tchétchène soit «officiellement» finie, la résistance demeure et continue d'être combattue par les militaires, sans égard aucun pour la population civile. Le régime considère tout particulièrement les militant-e-s

des droits de l'Homme et leur famille comme des rebelles présumé-e-s.

Aujourd'hui, la République tchétchène du Nord-Caucase est une région éloignée de Moscou dans laquelle le gouvernement russe tient les rênes de la politique. Il y a quelques années, la république aspirait à l'indépendance. Afin de conserver son emprise, le gouvernement russe de Vladimir Poutine a placé à la tête du pouvoir des Tchétchènes ralliés. Littell confie dans une interview que le pays est accablé «d'un mélange complexe de violence archaïque, de dictature stalinienne et d'un islamisme fondamentaliste artificiel».

Enlèvements et disparitions

Dans l'arrière-cour de la Russie, les droits de l'Homme comptent peu. «Il suffit de devenir l'ennemi de Kadyrov pour ne plus être en sécurité dans aucun pays», écrit Littell. Se fondant souvent sur les rapports de Memorial, une organisation des droits de l'Homme, Littell raconte comment les personnes disparaissent. Rien que pour les six premiers mois de 2009, Memorial compte 74 personnes disparues ou victimes d'arrestation arbitraire, dont quatre ont été exécutées et douze ont «disparu», c'est-à-dire ont été éliminées. 57 des 74 personnes ont retrouvé leur liberté, mais la plupart d'entre elles ont été torturées avant d'être relâchées. Memorial est la seule organisation menant systématiquement des statistiques sur les enlèvements et meurtres ayant lieu en Tchétchénie. Elle considère cependant n'avoir connaissance que d'environ 30 pour cent des cas.


Littell dresse le portrait d'une société hautement corrompue où tout s'achète. Une situation qui mène à l'absurde. Il révèle en effet que même les postes de la commission anti-corruption sont ac-

cordés moyennant finances. Il dresse également le portrait d'un Kadirov bien moins coupable par conviction qu'as soifé, attiré par l'appât du gain, se prenant pour le plus «grand constructeur du monde». Après les deux guerres, beaucoup de choses sont à reconstruire. Kadirov se sert pour cela de la logique loufoque des hommes autoritaires qui se veulent les serviteurs de l'Etat: «Etant donné ma fonction de serviteur de l'Etat, je dois posséder tout ce dont j'ai besoin pour pouvoir travailler.» Font apparemment parti de ces besoins la douzaine de chevaux de course qu'il détient à Dubaï. C'est un aspect des choses; de l'autre côté, grâce aux fonds dont la machine du pouvoir s'empare ou qu'elle extorque, le gouvernement reconstruit les routes, les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures.

Dans son ensemble, l'œuvre dépeint une horrible dictature, faisant peu de cas des droits de l'Homme. Littell parvient à décrire les structures du régime tout en donnant à son analyse une âme, riche en exemples et anecdotes.

Critique: Hans Stutz



 Jonathan Littell: *Tchétchénie, An III* Editions Gallimard, novembre 2009

Une voix pour les persécutés.
www.peuples-menaces.ch

